Réflexions sur une visite en République populaire démocratique de Corée: Peter Prove, directeur de la Commission des Églises pour les affaires internationales

Une délégation de douze personnes représentant des Églises et des institutions œcuméniques du monde entier a effectué, du 23 au 30 octobre, une visite et une réunion œcuméniques de portée internationale et historique en République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Peter Prove, directeur de la Commission des Églises pour les affaires internationales du COE faisait partie de cette délégation. À propos de cette visite, il a présenté les quelques réflexions ci-après.

Que pensez-vous des «progrès» réalisés en RPDC compte tenu des répercussions des sanctions internationales?

La Corée du Nord représente un système politique, économique et social qui est, bien évidemment, très différent de tous ceux des autres pays. Mais il est certain que les Nord-Coréens sont fiers des progrès sociaux et économiques réalisés, en dépit des conséquences des sanctions internationales. Pour les Nord-Coréens, ces progrès sont l'expression de l'idéologie politique du «*juche*» – qui met l'accent sur l'indépendance, l'autonomie et la créativité – en pratique.

Qu'avez-vous appris sur la vision nord-coréenne de la réunification?

À de multiples reprises, j'ai entendu les Nord-Coréens dire qu'ils désiraient la réunification avec le Sud, non pas en suivant l'exemple allemand – celui de l'absorption – mais selon un modèle d'unité confédérée fondée sur le principe «un pays – deux systèmes».

Quels sont les principaux obstacles à la paix?

Du point de vue nord-coréen, les principaux obstacles à la paix sont les tensions provoquées par les multiples exercices militaires conjoints à proximité de la Péninsule coréenne, les sanctions économiques et d'autres mesures de «provocation», notamment le lancement fréquent, depuis le Sud, de tracts de propagande, à partir de ballons à l'hélium et la dénonciation internationale de la situation des droits de l'homme en RPDC.

Le COE a toujours eu la volonté de promouvoir la réalisation des droits humains pour toutes et tous dans le monde entier. Lorsque la situation est aussi tendue et dangereuse que sur la Péninsule coréenne, il est tout particulièrement important de trouver, pour réaliser un tel programme, des moyens qui évitent des conséquences inattendues et contre-productives pour les personnes qui vivent dans ce contexte. D'après ce que nous avons vu et entendu de la situation actuelle sur la Péninsule, je crois qu'une meilleure manière d'assurer les droits humains aux personnes qui vivent dans cette région consisterait à prendre d'urgence des mesures visant à réduire les tensions et à favoriser la paix et la réconciliation, plutôt que des mesures qui risquent de provoquer un conflit, ce qui serait catastrophique pour toutes les personnes habitant cette région

La liberté religieuse existe-t-elle en RPDC?

Selon de nombreux rapports crédibles et bien documentés, la liberté religieuse n'existerait pas en RPDC. Il est certain que le système politique nord-coréen implique un étroit contrôle de tous les aspects de la société, y compris l'expression religieuse. Cela dit, l'idée, largement répandue dans le monde extérieur, que les communautés chrétiennes et autres sont complètement empêchées de célébrer et manifester leur foi en RPDC ne correspond pas à notre expérience ni à ce que nous avons pu observer dans ce pays.

La Constitution de la RPDC reconnaît – en principe – la liberté de religion ou de croyance. La réalité de cette garantie constitutionnelle est évidemment une autre question, comme c'est aussi le cas dans d'autres pays. Mais nous avons vu des services religieux réguliers, auquel nous avons assisté, et nous avons constaté les fonctions de service social assumées par la Fédération chrétienne de Corée (FCC), avec laquelle nous entretenons des relations de longue date. La FCC est officiellement reconnue et habilitée par le gouvernement, tout comme d'autres entités religieuses, notamment l'Association des catholiques coréens.

Quels sont les effets sur les efforts de réunification de l'appel du COE en faveur d'un monde dénucléarisé?

À plusieurs reprises, le COE a appelé à un monde dénucléarisé et à la dénucléarisation en particulier de la région de l'Asie du Nord-Est, notamment dans les résolutions adoptées à la Dixième Assemblée du COE réunie à Busan (République de Corée) en novembre 2013. Politiquement, il n'est pas réaliste d'insister, en guise de condition préalable aux négociations, sur l'élimination complète des armes nucléaires de la Corée du Nord. Il vaudrait mieux entamer un processus de dialogue visant à la reconnaissance *de facto* de la RPDC en tant qu'état nucléaire, ce qui faciliterait l'inclusion de la Corée du Nord dans les mécanismes internationaux établis de vérification, de contrôle et de réglementation des armes nucléaires.

Les interlocuteurs nord-coréens appellent à une pleine application des mesures déjà adoptées dans les déclarations des sommets Nord-Sud qui se sont tenus en juin 2000 et octobre 2007 en vue de réduire les tensions et de faire progresser les négociations. Ils ont également appelé au remplacement de l'Accord d'armistice de 1953 par un traité de paix formel, qui mettrait fin à l'état de guerre suspendu sur la Péninsule, contexte particulièrement dangereux pour des armes nucléaires non vérifiées et non contrôlées. Dans ce sens, ces appels ont été soutenus par la délégation œcuménique.

Quelles sont les prochaines étapes?

Je crois que nous devrions encourager et promouvoir le dialogue et les rencontres individuelles, par l'intermédiaire des Églises et des structures œcuméniques de la région, en particulier la Fédération chrétienne de Corée (FCC) en Corée du Nord, le Conseil national des Églises de Corée et les Églises de Corée du Sud. Nous pouvons en outre promouvoir ce dialogue au niveau international: ce serait un moyen de réduire les «images de l'ennemi» et d'entamer la désescalade des tensions qui risquent de dégénérer en conflit. La voie de la provocation ne mène pas à la paix. Les rencontres, le dialogue et la négociation constituent, pour progresser, une voie beaucoup plus sûre et prometteuse.

Nous espérons que, lors des prochaines étapes de ce processus de rencontres mutuelles et de dialogue entre les Églises de la région et au niveau international, des représentants de la FCC feront, dans un proche avenir, de nouvelles visites à des Églises sœurs dans d'autres parties du monde, dans la lignée de la longue histoire de visites mutuelles qui a commencé après le colloque de Tozanso en 1984.